



**Groupe Hospitalier de Territoire**  
Somme Littoral Sud

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

### **MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR  
GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE  
SOMME LITTORAL SUD**

**LOT N°2 : RESPONSABILITE CIVILE HOSPITALIERE  
ET RISQUES ANNEXES**

---

**Groupe Hospitalier de Territoire  
SOMME LITTORAL SUD  
Procédure portée par le CHU de AMIENS-PICARDIE  
1 Rond-Point du Professeur Christian Cabrol  
80054 Amiens Cedex 1**

Pouvoir adjudicateur (souscripteur) :	<b>CHUAP, établissement support du GHT SOMME LITTORAL SUD</b>		
Souscripteurs :		Entité	Date d'effet
	<input checked="" type="checkbox"/>	CHUAP (y/c GIE Faire Faces)	01/01/2027
	<input checked="" type="checkbox"/>	CH DOULLENS	01/01/2027
	<input checked="" type="checkbox"/>	CHI MONTDIDIER ROYE	01/01/2027
	<input checked="" type="checkbox"/>	EPSM DE LA SOMME	01/01/2027
	<input checked="" type="checkbox"/>	GCS UTIL	01/01/2027
Objet :	<b>Assurances Responsabilité civile hospitalière</b>		
Date d'effet	01/01/2027		
Echéance annuelle :	1 <sup>er</sup> janvier		
Terme et durée :	Reconduction automatique à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2030 à minuit, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation fixées par le CCAP.		
Préavis de résiliation :	Préavis de 6 mois		
Périodicité du paiement :	Semestrielle		

#### **PREAMBULE :**

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses techniques particulières sont réputées déroger à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

**ANTERIORITE :**

Les niveaux de franchise actuels sont les suivants :

Entité	Franchise
CHUAP	Néant
CHD	matériels = 1 500 € corporels = 1 000 € autre = néant
CHIMR	corporels = 1 000 € matériels = 350 € autre = néant
EPSM SOMME	matériels = 1 000 € corporels = 1 000 € autre = néant
GCS UTIL	matériels = 350 € corporels = néant

**ASSURES POUR COMPTE :**

Il est à noter que le contrat RCH du CHUAP doit intégrer en tant qu'assuré additionnel :

- Le GIE Faire Faces.

Une convention de groupement de commande a été constituée entre le CHUAP et cette entité autonome.

## **GARANTIES DEMANDEES**

*(ces spécifications correspondent à l'offre de base)*

- garantie des conséquences pécuniaires de la responsabilité du souscripteur en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui, provenant de son propre fait en sa qualité de personne morale ou du fait de toute personne physique dont il doit répondre dans le cadre de l'ensemble de ses activités ou à l'occasion du fonctionnement, non fonctionnement, mauvais fonctionnement ou fonctionnement tardif du souscripteur ou de ses services pour l'ensemble des missions sans exception ni réserve qui lui sont dévolues ainsi que pour les activités annexes et connexes à celles-ci.
- garantie des conséquences pécuniaires de la responsabilité du souscripteur du fait de l'ensemble des moyens mis en œuvre pour remplir sa mission de service public de santé en application des articles L 251-1 et L 251-2 du Code des Assurances.
- responsabilité civile en qualité de propriétaire d'immeubles pour l'ensemble du patrimoine du souscripteur, y compris terrains, immeubles de rapport, immeubles affectés à des services annexes.
- responsabilité civile pour l'ensemble des services généraux et annexes gérés par le souscripteur, notamment (et par exemple) :
  - Toutes les activités de prospection, de publicité, d'organisation et/ou participation à des manifestations, foires et salons, déplacements professionnels dans le monde entier ;
  - Toutes les activités de recherches, études, expérimentations, essais, réalisés pour propre compte ;
  - Toutes les activités de transport, livraison, affrètement, chargement, déchargement, stockage des produits et matériels et échantillons de toute nature liés à l'exercice des activités ;
  - Toutes les activités liées à l'exploitation des biens mobiliers et immobiliers affectés à l'exercice des activités : prêt, location, dépôt, entretien, maintenance, construction, démolition, surveillance, nettoyage ;
  - Toutes les activités de traitement de données informatique, de gestion et d'exploitation de réseaux informatiques, de gestion et exploitation de sites Web... ;
  - Toutes les activités sociales destinées au personnel...

<b>MONTANTS DES GARANTIES</b>
-------------------------------

*Il est précisé que les montants de garanties varient en fonction des 3 familles de risque identifiées comme suit :*

FAMILLE 1	FAMILLE 2	FAMILLE 3
CHUAP	CHD	GCS UTIL
	CHIMR	
	EPSM SOMME	

Le tableau de garantie de chaque famille est détaillé dans les pages qui suivent.

## MONTANTS DES GARANTIES

### FAMILLE 1 – CHUAP

*(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de réserves)*

## SOLUTION DE BASE

**Tous Dommages confondus corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs**

**12 500 000 € par sinistre  
40 000 000 € par année**

### **Sans sous limitations :**

- dommages corporels matériels et immatériels consécutifs
- dommages immatériels non consécutifs
- faute inexcusable et faute intentionnelle
- RC gestion du SI convergeant / RC gestion commune
- RC activités de prestations de service à titre subsidiaire
- RC personnes âgées
- atteintes accidentelles à l'environnement
- biens confiés et RC dépositaire
- dommages aux biens des malades
- dommages matériels subis par les agents
- dommages matériels subis par l'établissement du fait des patients et résidents
- frais de rappel des malades
- vol en vestiaire
- vol par préposés
- défense et recours

**75 000 € par litige**

### **SINISTRES SERIELS OU CATASTROPHIQUES**

**20 000 000 €  
par sinistre et par année**

**PSE OBLIGATOIRE N° 1 – COUT ANNUEL SUPPLEMENTAIRE POUR PORTER LA LIMITE PAR SINISTRE DE 12,5 M€ A 15 M€.**

**PSE en plus – value : la PSE est demandée en « plus-value ». Le montant de la PSE vient s'ajouter à l'offre de base. Dans la DPGF, le candidat devra faire précéder ce montant du signe « + ».**

## MONTANTS DES GARANTIES

### FAMILLE 2 – CHD CHIMR et EPSM SOMME

*(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de réserves)*

**Tous Dommages confondus corporels,  
matériels et immatériels consécutifs ou  
non consécutifs**

**10 000 000 € par sinistre  
15 000 000 € par année**

**DONT :**

- dommages corporels matériels et immatériels consécutifs	<b>5 000 000 €</b>
- dommages immatériels non consécutifs	<b>1 500 000 €</b>
- faute inexcusable et faute intentionnelle	<b>5 000 000 €</b>
- RC activités de prestations de service à titre subsidiaire	<b>1 000 000 €</b>
- RC personnes âgées	<b>1 000 000 €</b>
- atteintes accidentelles à l'environnement	<b>1 500 000 €</b>
- biens confiés et RC dépositaire	<b>1 000 000 €</b>
- dommages aux biens des malades	<b>500 000 €</b>
- dommages matériels subis par les agents	<b>1 000 000 €</b>
- dommages matériels subis par l'établissement du fait des patients et résidents	<b>5 000 000 €</b>
- frais de rappel des malades	<b>1 000 000 €</b>
- vol en vestiaire	<b>100 000 €</b>
- vol par préposés	<b>100 000 €</b>
- défense et recours	<b>75 000 € par litige</b>

**SINISTRES SERIELS OU CATASTROPHIQUES**

**15 000 000 €  
par sinistre et par année**

\*\*\*\*

## MONTANTS DES GARANTIES

### FAMILLE 3 – GCS UTIL

*(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de réserves)*

**Tous Dommages confondus corporels,  
matériels et immatériels consécutifs ou  
non consécutifs**

**10 000 000 € par sinistre  
20 000 000 € par année**

**DONT :**

- dommages corporels matériels et immatériels consécutifs	<b>5 000 000 €</b>
- dommages immatériels non consécutifs	<b>1 500 000 €</b>
- faute inexcusable et faute intentionnelle	<b>5 000 000 €</b>
- RC activités de prestations de service à titre subsidiaire	<b>1 000 000 €</b>
- RC personnes âgées	<b>1 000 000 €</b>
- atteintes accidentelles à l'environnement	<b>1 500 000 €</b>
- biens confiés et RC dépositaire	<b>1 000 000 €</b>
- dommages aux biens des malades	<b>500 000 €</b>
- dommages matériels subis par les agents	<b>1 000 000 €</b>
- dommages matériels subis par l'établissement du fait des patients et résidents	<b>5 000 000 €</b>
- frais de rappel des malades	<b>1 000 000 €</b>
- vol en vestiaire	<b>100 000 €</b>
- vol par préposés	<b>100 000 €</b>
- défense et recours	<b>75 000 € par litige</b>

**SINISTRES SERIELS OU CATASTROPHIQUES**

**20 000 000 €  
par sinistre et par année**



**LES FRANCHISES (solution de base et PSE OBLIGATOIRES)***(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de réserves)*

Ces différents niveaux sont repris dans la DGPf pour chaque établissement afin d'avoir une tarification précise de tous les scénarios.

BASE / PSE OBLIGATOIRE	FAMILLE 1	FAMILLE 2	FAMILLE 3
<b>Solution de base</b>	Franchises néant	EPSM Somme uniquement : néant	Dommmages matériels : 1 000 € Autres dommmages : néant
<b>PSE OBLIGATOIRE 2</b> <b>PSE en moins-value</b>	Montant de la réduction de la prime pour obtenir :  Dommmages corporels 10 000 € Autres dommmages : néant	X	X
<b>PSE OBLIGATOIRE 3</b> <b>PSE en moins-value</b>	Montant de la réduction de la prime pour obtenir :  Dommmages corpo 20 000 € Autres dommmages : néant	X	X
<b>PSE OBLIGATOIRE 4</b> <b>PSE en moins-value</b>	Montant de la réduction de la prime pour obtenir :  Dommmages corpo 30 000 € Autres dommmages : néant	X	X
<b>PSE OBLIGATOIRE 5</b> <b>PSE en moins-value</b>	X	Montant de la réduction de la prime pour obtenir :  Dommmages matériels : 1 000 € Autres dommmages : néant	X

**Nb** : en présence d'une franchise « dommages corporels », il est entendu qu'il s'agit d'une franchise gérée : tous les sinistres seront gérés par l'assureur au premier euro, le Centre hospitalier s'engageant à rembourser le montant des franchises à sa charge dès réception d'un bordereau annuel portant la justification du règlement intervenu.

**Nb 2** : les PSE sont demandées en « moins-value ». Le montant de la PSE vient se déduire de l'offre de base. Dans la DPGf, le candidat devra faire précéder ce montant du signe « - ».

## **GARANTIES COMPLEMENTAIRES**

*(ces spécifications peuvent faire l'objet de réserves et observations)*

### **GC 1 – PROTECTION FONCTIONNELLE AGENTS ELUS**

Cette garantie « protection fonctionnelle » couvre notamment la défense pénale du souscripteur pris en tant que personne morale, ainsi que celle de ses agents en application de la Loi du 16 décembre 1996, y compris lorsque leur mise en cause devant les tribunaux répressifs n'est pas liée à un dommage matériel, immatériel ou corporel garanti par le contrat; elle intervient aussi en recours lorsqu'un agent ou un élu se porte partie civile devant une juridiction répressive à l'occasion de tout événement intervenu dans le cadre de ses fonctions.

Elle s'applique également à la protection des élus du souscripteur lorsque ceux-ci font l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de leur fonction en application de la loi du 10 juillet 2000.

La garantie intègrera une assistance psychologique et une prestation de conseil juridique au profit des agents ou élus.

Le candidat est appelé à proposer son propre tableau de prise en charge.

\*\*\*\*

## DISPOSITIONS ET CLAUSES PARTICULIERES

*(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de réserves)*

### **Rappel :**

*L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.*

**1°/** L'assurance s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber au Centre hospitalier en vertu de la législation, des règlements ou de la jurisprudence, ou encore à titre contractuel, en raison des dommages ou préjudices causés à autrui.

**2°/** La garantie est conforme aux dispositions applicables aux établissements de soins (Loi 4 mars 2002) quant à la responsabilité liée aux activités médicales du souscripteur. La garantie est étendue à la responsabilité civile professionnelle des médecins, pharmaciens, infirmiers, préposés du souscripteur à titre occasionnel ou permanent, en cas de faute commise dans l'exercice de leurs fonctions pour le compte du souscripteur.

**3°/** Les garanties s'appliquent à toutes les personnes représentant l'Établissement ou placées sous sa garde ou son autorité - responsabilité du fait de ces personnes ou à leur égard -, dont les patients non assurés en RC individuelle, incapables majeurs (sauvegarde de justice, tutelle / curatelle), enfants mineurs confiés, personnes âgées hospitalisées, résidents des EHPAD.

Les garanties s'appliquent également à toutes les personnes intervenant pour le compte de l'Établissement à quelque titre que ce soit, dont les stagiaires, élèves et bénévoles (responsabilité du fait de l'ensemble de ces personnes ou à leur égard, au cas où la responsabilité de l'Établissement serait recherchée et/ou au cas où les dommages ne donneraient pas lieu à réparation en application de la législation sur les accidents de travail).

**4°/** Les garanties couvrent également la responsabilité des associations intervenant au sein de l'établissement, ainsi que celle des résidents ou usagers des établissements (à défaut ou en complément des assurances souscrites par ailleurs par ces personnes).

**5°/** Elles s'appliquent également à toutes les structures internes des établissements (comité d'Établissement, EHPAD, écoles, groupement, etc.) ayant un rapport direct avec l'activité de service public de santé, ainsi qu'à toutes activités, manifestations, expositions, festivités organisées par l'Établissement dans un but social, thérapeutique ou promotionnel.

**6°/** Elles s'appliquent également aux activités exercées par l'Établissement dans le cadre de réseaux de santé publique et notamment dans le cadre de GCS ou de GIP. Elles s'étendent aussi aux activités du SAMU/SMUR dans toutes les conditions d'exercice de leur activité (y compris conditions d'urgence).

**7°/** Elles s'appliquent également du fait de la propriété ou l'usage de tout biens mobiliers ou immobiliers (y compris une éventuelle hélistation), ainsi que du fait des « dotations non affectées au service hospitalier » quelle que soit la nature de ces biens.

**8°/** Toutes les personnes ayant qualité d'assuré conservent leur qualité de tiers entre elles et à l'égard du Centre hospitalier à la seule exception des préposés pendant leur service et uniquement pour les dommages indemnisés en accidents de travail.

**9°/** L'assureur renonce aux recours qu'il serait fondé à exercer contre l'ensemble des personnes ayant qualité d'assuré, excepté le cas de malveillance ; il pourra toutefois exercer un recours contre les personnes disposant de leur propre assurance de responsabilité civile, dans la limite des garanties du contrat dont elles sont titulaires.

**10°/** Les garanties intègrent la responsabilité de l'Établissement du fait des prestations de service et des produits qu'il distribue, y compris après leur livraison.

**11°/** Les garanties sont étendues à l'usage de sources de rayonnement ionisants (notamment pour le CHUAP).

**12°/** Les garanties intègrent les responsabilités relevant des budgets annexes cuisine, blanchisserie...).

**13°/** Les garanties s'appliquent à la responsabilité de l'Établissement à l'égard des voisins et des tiers en cas d'incendie ou de dégât des eaux provenant d'un terrain ou bien d'un bâtiment appartenant et/ou occupé à titre ponctuel par l'établissement pour une période inférieure à 30 jours consécutifs.

**14°/** Les garanties s'appliquent à la responsabilité du Centre hospitalier en sa qualité de Maître d'Ouvrage. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux dommages entrant dans le cadre de la responsabilité décennale des constructeurs visée par les articles 1792 et suivants et de l'article 2270 du Code Civil.

**15°/** La garantie portant sur les biens confiés s'applique à tout bien que le Centre hospitalier ou les personnes dont il est éventuellement responsable a en dépôt, location, garde, prêt et qu'il détient à quelque titre que ce soit.

**16°/** Les garanties s'appliquent du fait de dommages dont la charge incombe au Centre hospitalier en vertu d'obligations qui lui sont imposées aux termes de cahiers des charges émanant d'organismes publics ou semi-publics ou de conventions passées avec l'Etat ou des collectivités.

**17°/** Les garanties s'appliquent aux dommages causés par des véhicules soumis à l'obligation d'assurance en cas d'accident survenu dans les circonstances suivantes :

- lorsque le Centre hospitalier agit en sa qualité de commettant,
- lorsqu'un véhicule est déplacé pour les besoins du service, les dommages occasionnés au véhicule lui-même étant également garantis dans cette hypothèse.

**18°/** L'application des garanties "dans le temps" intervient suivant les dispositions de l'alinéa 4 de l'article L124-5 du Code des Assurances (base réclamation). La période subséquente est de 5 ans.

**19°/** Les garanties s'appliquent dans le monde entier, lorsque les personnes assurées sont amenées à des déplacements dans le cadre de leur mission pour une durée inférieure à 3 mois consécutifs.

**20°/** En présence d'une franchise en dommages corporels, tous les sinistres seront gérés par l'assureur au premier euro (mécanisme de franchise gérée), le Centre hospitalier s'engageant à rembourser le montant des franchises à sa charge dès réception d'un bordereau semestriel portant la justification du règlement intervenu.

#### **CLAUSES COMPLEMENTAIRES**

*(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de réserves)*

**21°/** Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'établissement assuré en raison des dommages immatériels non consécutifs causés aux tiers dans l'exercice de la mission de gestion commune, pour le compte des établissements parties, d'un système d'information hospitalier convergent et interopérable, qui lui est conférée par l'article L6132-3 I 1° du Code de la Santé Publique.

**22°/** Il est convenu entre les parties que le contrat garantit les conséquences de la responsabilité personnelle et pécuniaire que peuvent encourir les régisseurs et leurs suppléants, tant vis-à-vis du Sociétaire que d'autrui.

**23°/** Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile des élèves des Centres de formation de l'établissement assuré, pour les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non, qu'ils peuvent occasionner au cours de leurs études, ou stages effectués durant leur scolarité, en particulier à l'extérieur de l'Etablissement assuré.

Dans le cas où la garantie est accordée au profit des étudiants sages-femmes, la garantie est étendue aux stages effectués dans le cadre des études, dans le monde entier pour autant que la durée du séjour n'excède pas 6 mois.

**24°/** Les garanties de RC s'appliquent également lorsque l'établissement est gestionnaire des biens des malades.

**25°/** Les garanties de RC s'appliquent également lorsque l'établissement est gestionnaire d'installations sportives à destination de ses agents ou des patients (CHUAP).

0000